



Notre équipe:

- ☺ Sonia LEBRETON , Elue suppléante au CRE sonia.lebreton@afpa.fr
- ☺ Sophie GIBIER, Représentante syndicale au CRE sophie.gibier@afpa.fr

3 rue Franklin
93100 MONTREUIL
Tél./Fax. : 01 48 70 54 25
E.Mail : permanence@cfecgcafpafpa.org

FLASH INFO

REUNION CRE du 21 mars 2018

Elisabeth Jousot-Dubien préside la séance assistée de Christophe Ferger (DRH Ile de France)

INFORMATIONS DU PRESIDENT

- Démarrage des POEC digitales, formation qualifiante max 400 h avec 75% à distance et 25 % en présentiel. 23 métiers sont proposés avec 3 OPCA (OPCALIA, AGEFOS, CONSTRUCTIS) notamment : technicien bâtiment, service aux personnes et métiers tertiaires informatique.

La première POEC a démarré avec 10 personnes (Champs), suivent des POEC sur :

- Assistantes de direction CCP3
- Community manager
- Conseiller client à distance
- Négociateur commercial

Des difficultés de recrutement sont remontées, sauf pour la région Nouvelle Aquitaine.

Les CRA du 92 sont principalement en pilotage sur ces opérations.

- 8 mars : participation à la journée de sensibilisation des femmes à certains métiers de la logistique à Evry et le 17 mars : métiers de la sécurité au Plessis Robinson.
- Accident à Stains, un ouvrier d'entretien blessé (en attente de nouvelles)
- Rencontre de la DR avec le Député de Meaux, échanges sur les difficultés du centre AFPA et sur ses axes de développement (à suivre)

BUDGET ASC 2018

La direction confirme ne pas avoir d'informations du National sur la date de versement de la subvention et précise qu'elle n'a aucun moyen d'actions ne possédant pas de trésorerie régionale. Elle s'engage à faire remonter les difficultés que cela entraîne.

Faute de trésorerie suffisante pour verser les acomptes nécessaires lors des commandes, la commission ASC a fait le choix de privilégier les chèques vacances au détriment des voyages. Dans l'état actuel des choses, il n'y aura donc pas de voyage subventionné par le CRE en 2018.

BUDGET 2018

Dernier arbitrage rendu sur les effectifs. Toute l'activité Transitions est désormais intégrée au compte d'exploitation régional. La présentation du budget différencie désormais les 3 entités (Epic , Accès à l'Emploi et Entreprises).

CA : légère baisse de 160 K€ (soit -0.2%)

Hausse sur migrants réfugiés de 1,8 à 4 M€, essentiellement lié à HOPE (2 vagues)

Hausse sur Pôle Emploi (+ 1 M€) de 4,3 à 5,5 M€ ce qui compense en partie la baisse sur AO CRIF estimée à - 6M€

Légère hausse sur Entreprises, notamment sur le CIF de 5,4 à 5,8 M€.

Charges : au total en baisse de 1M€ (soit 1.5%)

Hausse des charges sur 2 postes: loyer de Reuilly et impôts et taxes.

Salaires et charges : au global les charges de personnel sont en baisse (-3M€), en etp baisse d'environ 70 ETP sur 2018.

L'activité « itinérant » en projection est plus faible qu'en 2017 puisque il y a eu de forts recours dans le cadre du plan 500 000.

On note une forte hausse de l'intérim à défaut d'autorisation de CDI.

FLASH COMPTE DE RESULTATS 2017 (provisoire)

Résultat d'exploitation 2017 (EBE provisoire) = 2,7 M€ (hors Afpa transition, dont EBE = -276 K€)

Produits : avec 69 M€ en progression par rapport à N-1 mais inférieur à l'objectif fixé d'env -2M€.

MNSP : finalisé à 4,1 M€ (hors VAE collective)

Impact du traitement de fin d'années sur les créances anciennes qui diminuent de 866 K€ le résultat 2017.

Sur 2018, Il faut améliorer le recouvrement des créances anciennes et pour cela fiabiliser les éléments justificatifs de la facturation.

Charges : l'augmentation par rapport à N-1 est principalement due à l'augmentation des impôts et taxes

ETAT D'AVANCEMENT DU PLAN 500 000 ET AFCV2

L'action d'automne 2017 a été réalisée à hauteur de 75% à fin février 2018.

Il n'y a plus d'entrées, tout sera terminé entre avril et mai.

POINT SUR L'APPEL D'OFFRES

Les réponses ont été adressées en temps et heure. Le CRIF a annoncé la veille du rendu des copies que le temps était prolongé de 20 jours pour la réponse.

Ceci a permis de retoucher quelques éléments de réponse, en particulier sur les modalités pédagogiques.

Des certifications n'étaient pas acceptées, ce qui a réduit les possibilités de candidatures (ex : DPBA, Careb, métallier, TSMI, AMIS etc.). Sur ASA un partenariat a pu être trouvé.

La réponse n'est pas attendue avant Juin.

MOBILITE DES FORMATEURS

3 personnes sont inscrites à ce jour sur la plateforme (c'est à dire avec des périodes sans activité rémunérée en 2018).

- 2 à Créteil AMIS
- 1 à Meaux AEB

BILAN FINANCIER SUR « EXPERIMENTATION DES 100 REFUGIES »

Projet construit sur la base de 100 personnes (oct16 et juin17), pour une réalisation = 94 entrés et 90 présents à la fin de l'opération.

Dont 26 Lardy, 47 Champs et 17 Stains

CA prévisionnel = 1 834 736 euros

Pour la formation PE finançait 75 000 soit 3000 € par parcours pour les demandeurs d'emploi

Humendo 100 % de la formation des salariés + une partie de la restauration/hébergement : Ceux de Champs

L'Etat a surtout contribué au financement de l'hébergement et la restauration

OPCA FAF TT parcours DE soit 50 personnes à hauteur de 3000 €/parcours (non encore perçu)

Contribution stagiaires des DE : 46 % Etat

35 % Humando FAF TT

8 % PE

1 % réfugiés

PRODUITS :

- Produits Formation= 731 000 € sur 1 114 736 € prévus.

Soit une diminution de -383 K€ dont 257 000 € correspondent à un financement Etat, non reversés au niveau régional par le niveau national et le reste est non facturés à PE et Humendo, du fait de l'absentéisme (env 23%).

- Sur l'hébergement/restauration, 598 800 € perçus de l'Etat. Diminution de la partie (restauration) financée par le stagiaire (difficile à recouvrer)

TOT Produits = 1 430 609 €.

CHARGES :

Formation : Dépenses formateurs	92 062 €	pour le FLE
MO/PO	5 708 €	«
	33 818 €	«
	263 835 €	pour l'activité formation métiers
	74 701 €	complément FLE

Soit total de 470 125 € contre 506 100 € prévus

Si on ajoute les coûts de HEB/Rest et diverses charges (env 406 K€), on arrive au total à 876 727 € :

Marge sur coût direct 38,72 % au lieu de 48,41 %, ce qui fait que c'est une opération à zéro si on ajoute les coûts indirects.

EVOLUTION DE LA SITUATION DES REFUGIES ENCORE PRESENTS A L'AFPA

Il y a encore 53 réfugiés encore hébergés à l'afpa. La trêve hivernale se terminant des fins de prise en charge vont être prononcées envers des réfugiés qui se sont vu proposer des hébergements qu'ils ont refusés.

POINT SUR LE PROJET STRATEGIQUE REGIONAL

Cela ne sera possible qu'une fois les orientations nationales définies.

QUELLES SONT LES REGLES QUI GERENT LE FAIT RELIGIEUX A L'AFPA ?

Un document vient d'être élaboré et commence à être diffusé, car de nombreuses questions se sont fait jour.

Les questions soulevées en séance notamment sur le périmètre et le statut de ce document vont être remontées au niveau national.

POINT SUR LES RUPTURES CONVENTIONNELLES DE 2017

En 2017, il y a eu 15 demandes de ruptures conventionnelles acceptées dont 13 effectives en 2017.
Une demande présentée a essuyé un refus du contrôleur économique et financier en 2017 (sur le fond).

PRESENTATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Sur 11 commerciaux 9 ont réalisé leur objectif. 100 % des RA ont dépassé leur objectif.

CA 2017 : 9,273 K€ et CA 2016 : 8,051 K€ soit +15,17 %

Top 10 (Clients)

2017 : 2,863 K€ vs 2016 : 2,330 K€ soit + 23%

Top 20 (Clients)

2017: 4,101 K€ vs 2016: 3,264 K€ soit +26%

5 centres ont été repérés avec des difficultés de développement sur le marché entreprises, à pondérer car des projets sont en réflexion pour leur permettre d'atteindre les objectifs fixé, il s'agit de :

Gonesse

Lardy

Meaux

Meudon

St Ouen l'Aumône

DEMANDE DE RECTIFICATION DES REGISTRES DU PERSONNEL

Un certain nombre de difficultés sur les registres dématérialisés ont été relevées.

Prochaine réunion le 18 avril 2018. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos questions par mail :

Sophie.gibier@afpa.fr

Sonia.lebreton@afpa.fr